Initiatives parlementaires

Le vice-président: Est-ce qu'il y a consentement unanime pour que le député puisse terminer sa remarque?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: D'accord, je donne la parole, encore une fois, au député de Joliette.

M. Laurin: Je vous remercie, monsieur le Président. J'en étais rendu au 30 août 1993, où le ministre des Transports du gouvernement conservateur annonce qu'une entente générale est intervenue entre Pearson Development Corporation et le gouvernement pour gérer l'ensemble des trois aéroports de l'aéroport Lester B. Pearson. Mais qui est la Pearson Development Corporation?

C'est une corporation créée pour gérer l'ensemble des trois aéroports et qui regroupe les activités de T1 T2 Limited Partnership. Cette nouvelle compagnie, elle aussi, est contrôlée à environ 17 p. 100 par le groupe Matthews, président de Paxport, à 66 p. 100 par Claridge Properties, alliée à M. Bronfman, et à 17 p. 100 par des compagnies d'ordre public, qui elles devraient servir à des services aéroportuaires conventionnels.

Monsieur le Président, vous conviendrez avec moi que la composition de cette dernière compagnie ressemble étrangement à celle de T1 T2 Limited Partnership. Le 8 septembre, ensuite, le gouvernement du Canada déclenche des élections générales, on s'en rappelle.

C'est à partir de ce moment-là, et de ce moment-là seulement, que M. Jean Chrétien, premier ministre en puissance, prévient les parties qu'il n'hésitera pas, une fois premier ministre, à annuler cet accord, si jamais il est conclu. Après cette déclaration, le négociateur en chef réclame des instructions écrites pour signer le contrat et le 7 octobre, la première ministre Campbell demande expressément que l'accord juridique sur la privatisation soit signé la journée même.

Après les élections générales, trois jours plus tard, soit le 28 octobre, le premier ministre nomme Robert Nixon à titre d'enquêteur chargé d'examiner le dossier de la privatisation des aéroports de l'aéroport Pearson.

Ici, il est intéressant de noter que M. Robert Nixon est un ancien trésorier ontarien dans le gouvernement libéral de M. Peterson et ancien leader du Parti libéral ontarien.

Le 29 novembre, l'enquêteur Nixon fait le rapport de ses constatations, opinions et recommandations au premier ministre, qui décide ensuite d'annuler l'accord de privatisation le 5 décembre.

Le gouvernement actuel peut bien vouloir se donner bonne conscience en déposant aujourd'hui le projet de loi C-22 visant à abolir cet accord, mais pourquoi le Parti libéral n'a-t-il pas dénoncé la situation pendant qu'il formait l'opposition officielle et que toutes ces transactions douteuses se déroulaient sous ses yeux?

• (1335)

Pourquoi le Parti libéral n'a-t-il pas dénoncé ses amis politiques et ceux du Parti conservateur qui préparaient un tel scénario de favoritisme?

Pourquoi le Parti libéral cherche-t-il encore aujourd'hui à protéger ses amis politiques en voulant fermer ce dossier de façon à punir les mauvais conservateurs qui ont participé à ces transactions et à indemniser, par contre, les bons amis libéraux qui, eux, ont pris part, à un même degré, à ces transactions nébuleuses?

Pourquoi le Parti libéral et certains de ceux qui le soutiennent financièrement ont-ils peur de dévoiler au public les aspects cachés de cette privatisation? Pourquoi le premier ministre refuse-t-il encore de créer une commission royale d'enquête qui, à elle seule, pourrait faire toute la lumière sur cette question?

S'il n'obtient pas la création d'une telle enquête, le Bloc québécois ne se fera pas complice du gouvernement libéral en votant pour ce projet de loi qui est aussi inacceptable que l'accord lui-même sur la privatisation de l'aéroport.

[Traduction]

Le vice-président: Comme il est 13 h 30, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

[Français]

Il va de soi que les débats seront prolongés de quatre ou cinq minutes.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

LE FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES FÉDÉRAUX

La Chambre reprend l'étude de la motion, interrompue le 18 mars dernier.

Mme Margaret Bridgman (Surrey-Nord): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour manifester mon appui à la motion, dont voici le texte:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait légiférer afin de limiter aux seuls individus le droit de contribuer au financement d'un parti politique fédéral, et restreindre cette contribution à 5 000 \$ annuellement.

Je tiens à remercier le député de Richelieu d'avoir porté cette question importante à l'attention de la Chambre.

Cette motion comporte deux parties d'importance égale, à cause des changements majeurs qu'implique chacune d'elles, pour le système actuel.

La première partie, en limitant aux personnes le droit de verser des dons, élimine du fait même toute possibilité de contribution pour les groupes. J'utilise ici le mot groupe dans son sens le plus large. Il peut s'agir de n'importe quelle forme de regroupement